

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED
WT/TPR/G/121
15 septembre 2003

(03-4682)

Organe d'examen des politiques commerciales

Original: anglais

EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

BULGARIE

Rapport du gouvernement

Conformément à l'Accord établissant le Mécanisme d'examen des politiques commerciales (Annexe 3 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce), la déclaration de politique générale présentée par le gouvernement bulgare est reproduite ci-après.

Note: Le présent rapport est un document à diffusion restreinte qui ne doit pas être communiqué à la presse avant la fin de la réunion de l'Organe d'examen des politiques commerciales portant sur la Bulgarie.

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION	4
II. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE	4
III. ÉVOLUTION DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (1997-2003).....	7
1) OMC	7
2) ACCORDS COMMERCIAUX RÉGIONAUX.....	12
IV. ORIENTATIONS FUTURES DES POLITIQUES	13
1) CROISSANCE ÉCONOMIQUE, QUALITÉ DE LA VIE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL	13
2) LE NOUVEAU CYCLE DE NÉGOCIATIONS DE L'OMC.....	14
3) ADHÉSION À L'UNION EUROPÉENNE	16

I. INTRODUCTION

1. Le premier examen de la politique commerciale de la République de Bulgarie nous donne l'occasion de porter à l'attention des Membres de l'OMC les résultats obtenus par la Bulgarie depuis son accession à l'Organisation mondiale du commerce en décembre 1996 et de fournir des renseignements supplémentaires au sujet des politiques et programmes du gouvernement. Le présent rapport rassemble des renseignements concernant l'environnement économique, l'évolution de la politique commerciale depuis 1996 et les orientations et priorités futures.

2. Depuis son accession à l'OMC, la Bulgarie a fait des progrès décisifs dans la mise en œuvre de ses réformes économiques, afin de se doter d'une économie de marché efficace, capable de relever le défi de la mondialisation.

3. Au cours de la période examinée, la Bulgarie a réussi à stabiliser sa situation macro-économique et à obtenir une croissance économique durable et soutenue, qui a été accélérée par les réformes structurelles fondamentales, et a fait de grands progrès dans le difficile processus d'adhésion à l'OTAN et à l'Union européenne.

4. Pour mieux s'intégrer dans l'économie mondiale et réussir son intégration européenne et euro-atlantique, la Bulgarie applique des politiques financières, macro-économiques et sociales sages, selon un calendrier cohérent, axées sur trois grands objectifs: préserver la stabilité financière, promouvoir une croissance dynamique et parachever les réformes structurelles.

5. Le processus de convergence avec le régime de l'Union européenne a amené la Bulgarie à apporter d'importantes modifications au cadre institutionnel et législatif de ses activités économiques et sociales.

6. Après le succès des politiques de stabilisation menées dans les premières années, la Bulgarie s'est dotée des bases d'une croissance économique soutenue et a remanié en profondeur la structure de son économie, condition préalable de la réalisation de l'objectif ultime du gouvernement qui est d'élever le niveau de vie et de lutter contre le chômage. L'économie bulgare d'aujourd'hui se caractérise par des gains d'efficacité et de productivité de la main-d'œuvre et par une allocation plus efficace des ressources.

7. Malgré certaines difficultés durant la transition et un environnement extérieur peu favorable, la Bulgarie a continué d'appliquer une politique commerciale libérale, offrant de larges possibilités d'accès à son marché, en s'ouvrant à la concurrence internationale. Les résultats montrent que la libéralisation du commerce extérieur n'a apporté que des avantages à son économie.

II. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

8. Les réformes mises en œuvre au cours des six dernières années par le gouvernement bulgare constituent une avancée décisive sur la voie de la transition. Les politiques macro-économiques judicieuses qui ont été appliquées et la mise en œuvre des réformes ont produit des résultats concrets en termes de stabilité macro-économique et de croissance.

9. L'adoption en juillet 1997 d'un régime de caisse d'émission et les réformes macro-économiques et structurelles ultérieures ont permis de retrouver le chemin de la croissance, de maîtriser l'inflation et d'accroître la confiance du public et des investisseurs. Le régime de caisse d'émission a été appuyé par une politique budgétaire prudente et une vive accélération des réformes structurelles visant l'agriculture, l'énergie, la privatisation, la libéralisation des prix et du commerce

extérieur et le secteur social et par la restructuration et l'instauration d'une discipline financière dans le secteur des entreprises.

10. Peu après la création de la caisse d'émission, les taux d'intérêt ont fortement chuté, le taux d'inflation a très rapidement diminué pour tomber à moins de 10 pour cent et le déficit budgétaire a été sensiblement réduit. Ensuite, le budget de l'État est resté à peu près équilibré, avec un excédent de 0,9 pour cent du PIB en 1998 et un déficit du même ordre de grandeur en 1999.

11. La stabilité apportée par la caisse d'émission n'a pas été compromise par la crise financière internationale de 1998, ni par la grave crise du Kosovo en mars-juin 1999, ni même par les difficultés extérieures dues à la perturbation des marchés internationaux.

12. Dans son rapport périodique de 2002, la Commission européenne a considéré que, grâce à l'application suivie et cohérente de ces politiques, l'économie bulgare était une économie de marché fonctionnelle, capable de soutenir la pression de la concurrence et des forces du marché au sein de l'Union à moyen terme, à condition qu'elle continue de mettre en œuvre son programme de réforme pour éliminer les difficultés qui subsistent.

13. Le taux de croissance du PIB a été élevé tous les ans depuis 1998: 3,5 pour cent en 1998, 2,5 pour cent en 1999, 5,4 pour cent en 2000, 4,1 pour cent en 2001 et 4,8 pour cent en 2002. Toutes les composantes du PIB ont contribué à ce résultat.

14. En 2002, malgré la stagnation du commerce mondial, pour la première fois depuis 1997, la contribution des exportations nettes au PIB a été positive (de 0,5 pour cent). Les dépenses de consommation finales ont toujours été le principal moteur de la croissance, progressant de 3,6 pour cent en 2002 et de 3,8 pour cent en 2001. La composante la plus dynamique a été à nouveau la formation brute de capital fixe (+9,3 pour cent). La part de l'investissement dans le PIB est montée de 16,9 pour cent en 1998 à 20,4 pour cent en 2001.

15. L'expansion du secteur des services a entraîné une évolution progressive de la structure du PIB. En 2002, la part des différents secteurs dans la valeur ajoutée brute était la suivante: services - 52,7 pour cent; industries - 24,5 pour cent; et agriculture - 11 pour cent.

16. L'inflation est restée modérée ces dernières années: 7,4 pour cent en 2001 et 5,8 pour cent en 2002. Durant les quatre premiers mois de 2003, le niveau général des prix a diminué de 0,5 pour cent.

17. Le chômage a tendance à diminuer, même si ce n'est pas de façon régulière: le taux de chômage était de 16,4 pour cent en 2000, 19,5 pour cent en 2001, 16,8 pour cent en 2002 et seulement 13,21 pour cent en juillet 2003, ce qui est le meilleur chiffre enregistré pour les trois années et demie qui viennent de s'écouler. La réorientation de la politique du travail a beaucoup contribué à ce résultat; elle a consisté à remplacer la protection sociale passive des chômeurs par des mesures actives d'insertion et de formation.

18. À la fin de 2002, les réserves de change se montaient à 4,5 milliards d'euros.

19. Le gouvernement continue d'appliquer une politique budgétaire rigoureuse afin de réduire encore le déficit budgétaire pour qu'il ne dépasse pas 1 pour cent du PIB. L'amélioration du contrôle de l'allocation des crédits budgétaires et de l'exécution du budget a permis d'avoir un solde budgétaire proche de zéro (-1,0 pour cent du PIB en 2000, 0,2 pour cent en 2001 et -0,7 pour cent en 2002).

20. En 2002, le déficit des opérations courantes a diminué tant en termes nominaux qu'en pourcentage du PIB: il est passé de -928 millions d'euros et -6,2 pour cent du PIB en 2001 à -775 millions d'euros et -4,7 pour cent du PIB en 2002, en dépit de l'instabilité du taux de change EUR/USD et des taux d'intérêt interbancaires et de la précarité et de l'effondrement de certains marchés extérieurs clés.

21. Le commerce extérieur total a augmenté de 40,1 pour cent entre 1996 et 2002. La balance commerciale était positive entre 1995 et 1997 et est devenue négative en 1998. Cette inversion de tendance a été due essentiellement à la hausse du prix du pétrole et du gaz et à l'importation de biens d'équipement qui accompagnent l'afflux d'investissements étrangers. Pour ce qui est de la composition des exportations, en 2002, les principales industries d'exportation étaient celles des vêtements et chaussures (20,7 pour cent du total des exportations), des métaux non ferreux (7,7 pour cent), du fer et de l'acier (6,5 pour cent), des matières premières pour l'industrie alimentaire (5,4 pour cent), des machines et équipements (5 pour cent), des produits alimentaires (4,1 pour cent), des textiles (3,9 pour cent), des produits chimiques (3,5 pour cent), des meubles et appareils domestiques (3,5 pour cent), des médicaments et produits cosmétiques (2,8 pour cent) et des produits en bois et en papier (2,6 pour cent). Une des tendances les plus encourageantes est l'augmentation constante des exportations de biens d'équipement (machines électriques, autres machines, équipements et véhicules), qui représentaient 12 à 13 pour cent des exportations en 2002. Cela montre que la part des produits à forte valeur ajoutée dans les exportations bulgares progresse; en outre, ces produits sont vendus sur le marché européen où la concurrence est très vive.

22. La Bulgarie est traditionnellement importatrice de matières premières, principalement pétrole brut et gaz naturel (16,2 pour cent du total des importations en 2002) et textiles (10,3 pour cent), ainsi que biens d'équipement, en particulier les véhicules (5,2 pour cent). L'augmentation de la demande intérieure de biens de consommation de qualité a entraîné une hausse de la part de ces biens dans les importations au cours des deux dernières années, notamment en ce qui concerne les vêtements et chaussures (4,4 pour cent des importations totales), les machines et équipements (9,6 pour cent), les médicaments et produits cosmétiques (3,5 pour cent) et les meubles et équipements de la maison (3,1 pour cent).

23. Depuis 1997, les flux d'IED ont dépassé 600 millions de dollars EU par an et en 2000 ils ont dépassé le milliard de dollars. Le stock d'IED accumulé depuis le début des réformes atteignait 5,2 milliards de dollars EU en janvier 2003, et 85 pour cent de ce total ont été attirés dans le pays depuis le début des grandes réformes économiques en 1997. Ces dernières années, le stock d'IED par habitant a rapidement progressé pour atteindre 470 euros à la fin de 2000.

24. Les principaux investisseurs étrangers en Bulgarie (à la fin de septembre 2002) sont l'Allemagne, la Grèce, l'Italie, la Belgique, l'Autriche et les États-Unis. Dans les années 90, les investisseurs étrangers directs s'intéressaient surtout à l'industrie manufacturière, au commerce et au secteur financier, mais aujourd'hui ils s'intéressent au secteur bancaire, à la cimenterie, à la métallurgie des métaux non ferreux, à l'industrie chimique, à la construction électrique, à l'industrie textile, à la transformation des produits alimentaires et au commerce de gros.

25. Les réformes économiques ont entraîné une importante transformation structurelle. La privatisation a été menée dans le cadre de trois grands programmes: la restitution des terres agricoles et des biens fonciers urbains, la privatisation contre paiement en numéraire et la privatisation populaire. En conséquence, le tourisme, la viticulture, les industries des textiles et vêtements, du cuir et de la chaussure, le commerce et la construction, dont la privatisation a été relativement rapide, ont enregistré d'excellents résultats.

26. À la fin de mai 2003, plus de 81 pour cent des actifs qu'il était prévu de privatiser l'avaient été. Les investisseurs étrangers se sont particulièrement intéressés aux branches de production et secteurs suivants: secteur financier, industrie chimique, matériaux de construction, métaux non ferreux, brasseries, confiserie, équipements sanitaires et accessoires. La privatisation du secteur bancaire est achevée. Actuellement, toutes les banques sont en mains privées, sauf une, dont l'actif représente 0,3 pour cent de l'actif bancaire total.

27. Toutes les entreprises qui appartiennent encore à l'État, sauf quelques exceptions, sont considérées comme faisant l'objet d'un processus de privatisation ouvert. Les principaux objectifs de la privatisation pour la période 2003-2004 sont la restructuration et la privatisation des infrastructures (énergie, télécommunications et transport ferroviaire) et la vente, dans les meilleurs délais, des entreprises qui sont encore entre les mains de l'État.

28. Le succès de la politique de privatisation s'est traduit par une forte croissance du secteur privé et des exportations ces dernières années. En 2002, la production du secteur privé correspondait à 64,2 pour cent du PIB et à 72,7 pour cent de la VAB totale et il employait 74,9 pour cent de la main-d'œuvre employée.

29. En 2002, la priorité a été de régler les questions structurelles fondamentales liées à la rationalisation des règles régissant l'entrée sur les marchés et la sortie des marchés, les mesures fiscales et la réglementation du marché du travail. D'importantes initiatives législatives ont été prises pour réduire les obstacles opposés aux investisseurs, et notamment pour simplifier les prescriptions fiscales et les formalités.

30. Ces deux dernières années, le climat de l'investissement s'est amélioré. Pour ce qui est des taux de l'impôt sur les bénéfices et les revenus des personnes physiques, la Bulgarie est le pays le plus attrayant de l'Europe centrale et orientale. Dans le cadre de l'ensemble des réformes orientées vers le marché, le gouvernement a simplifié les formalités d'aménagement des sites, d'enregistrement des biens fonciers et d'établissement de titres de propriété, ainsi que le processus d'enregistrement des sociétés. Actuellement, 21 pour cent des régimes de licence, d'autorisation et d'enregistrement qui existaient ont été supprimés et 33 pour cent ont été allégés. Afin de simplifier les formalités de création d'entreprises et d'introduire le principe du guichet unique, les autorités ont pris des mesures importantes: centralisation de l'enregistrement auprès du BULSTAT (système bulgare d'enregistrement des sociétés), de l'enregistrement fiscal et de l'inscription au registre des sociétés, et réduction de la durée des procédures de faillite et de liquidation.

31. La Bulgarie a enregistré de solides résultats macro-économiques tous les ans depuis 1997. Le succès de la politique économique du gouvernement a permis de créer et de préserver un climat des affaires équitable et prévisible qui a stimulé l'ensemble de l'activité économique.

32. La Bulgarie a réussi à se doter d'une économie de marché efficace et le gouvernement est résolu à poursuivre les réformes afin de faciliter encore le jeu des forces du marché et d'accroître la compétitivité, de façon à permettre une plus grande intégration dans l'économie mondiale.

III. ÉVOLUTION DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (1997-2003)

1) OMC

33. Le commerce extérieur et la politique commerciale ont toujours joué un rôle très important dans l'économie bulgare. Étant un petit pays avec un régime de commerce extérieur libéral, la Bulgarie est très tributaire du commerce extérieur, comme en témoigne le ratio importations et exportations de biens et de services/PIB (plus de 80 pour cent ces dernières années).

34. La Bulgarie mène une politique visant à libéraliser encore le commerce extérieur, afin d'accroître la productivité et la compétitivité des marchandises bulgares. Pour être compétitive sur le marché international et bien s'intégrer dans l'économie mondiale, elle a élaboré une politique commerciale appropriée et adopté les disciplines et prescriptions internationales, abandonnant le commerce d'État et le protectionnisme.

35. Au début, la Bulgarie a beaucoup souffert de la perte de ses débouchés traditionnels, d'embargos internationaux, du conflit du Kosovo et de la stagnation du marché mondial. Après une période de contraction, depuis 1999 ses exportations n'ont cessé d'augmenter de façon assez régulière, progressant de 39 pour cent au total entre 1999 et 2002. Le chiffre d'affaires du commerce extérieur a aussi beaucoup augmenté durant cette période (40,6 pour cent).

36. Malgré le fait que l'économie mondiale n'a commencé à se redresser qu'en 2002 et au début de 2003 et la morosité de la conjoncture internationale, le chiffre d'affaires du commerce extérieur de la Bulgarie a continué de croître. En 2002, pour la première fois depuis 1998, les exportations ont progressé plus vite (11,2 pour cent) que les importations (8,8 pour cent).

37. Le commerce extérieur total a augmenté de 9,2 pour cent par rapport à 2001. En 2002, les principaux partenaires commerciaux de la Bulgarie étaient les pays développés (membres de l'OCDE), avec une part de 70,1 pour cent du chiffre d'affaires total du commerce extérieur. La part des pays membres de l'Union européenne était de 52,5 pour cent. Les pays de la CEI et les pays baltes venaient au deuxième rang, avec 12,4 pour cent du chiffre d'affaires total. La part des pays de l'ALEEC était de 6,5 pour cent et celle des pays de l'AELE de 1,6 pour cent seulement. En 2002, le commerce avec le reste des Balkans a représenté 3,1 pour cent du total et la Bulgarie a pu préserver son excédent.

38. La politique commerciale de la Bulgarie est déterminée principalement par son appartenance à l'OMC et par le processus d'adhésion à l'Union européenne. L'accession à l'OMC a facilité la transition vers l'économie de marché, accru la stabilité du marché intérieur et encouragé l'investissement, ce qui a amélioré les conditions du commerce extérieur.

39. La Bulgarie applique tous les accords commerciaux multilatéraux annexés à l'Accord de Marrakech depuis la date de son accession et n'a pas demandé à bénéficier d'une période de transition. Elle était partie à l'Accord international sur les produits laitiers et à l'Accord international sur la viande bovine. Elle est devenue partie à l'Accord sur le commerce des aéronefs civils au moment de son accession et à l'Accord sur les technologies de l'information le 1^{er} janvier 2002.

40. Dans le cadre de l'OMC, la Bulgarie a le statut d'observateur au Comité des marchés publics depuis 1997. Son processus d'accession à cet accord a officiellement commencé en septembre 2000. Les marchés publics bulgares sont passés sur la base des principes de la transparence, de la concurrence libre et équitable et de l'égalité des chances de tous les soumissionnaires.

41. L'élimination des aspects du régime de commerce extérieur qui pénalisaient l'exportation, et en particulier la suppression des droits d'exportation et la mise en œuvre d'une politique d'importation libérale, a accru la compétitivité des exportations bulgares.

42. Depuis le 1^{er} janvier 1997, la redevance de dédouanement égale à 1 pour cent de la valeur des importations a été supprimée. Le 1^{er} juillet 1998, la surtaxe temporaire à l'importation introduite à des fins de balance des paiements a été réduite et elle a été complètement supprimée le 1^{er} janvier 1999, avant la date prévue et en dépit du fait que la balance commerciale était toujours déficitaire.

43. Durant la période examinée, tous les droits d'exportation et toutes les interdictions temporaires d'exporter ont été éliminés.

44. Les licences encore en vigueur sont dues essentiellement aux engagements que la Bulgarie a pris en vertu de certains traités et conventions internationaux. Les autorités compétentes délivrent des permis pour les transactions concernant un nombre limité de produits, uniquement dans le but de protéger la moralité publique, l'ordre public et la sécurité nationale ou de sauvegarder des chefs-d'œuvre artistiques, historiques ou architecturaux nationaux.

45. Depuis 1998, l'éventail des produits pour lesquels des licences automatiques étaient exigées a été considérablement réduit. Depuis le début de 2001, l'enregistrement des opérations de commerce extérieur a été simplifié grâce à l'introduction d'un guichet unique.

46. Les conditions d'accès au marché bulgare et les procédures douanières ont aussi été simplifiées. Les autorités poursuivent la réforme des administrations douanière et fiscale afin d'en accroître l'efficacité.

47. Les dispositions générales de la Loi douanière et de son règlement d'application sont harmonisées avec la législation douanière européenne et prévoient des méthodes visant à alléger les formalités de dédouanement. L'enregistrement à des fins douanières uniquement n'est plus en vigueur depuis 2001. Depuis 2001, le tarif douanier bulgare intègre les deux instruments essentiels de la politique douanière de l'UE, la nomenclature combinée et le tarif douanier intégré. L'évaluation en douane se fait sur la base de la valeur transactionnelle, conformément aux règles de l'OMC. Les modifications nécessaires à cet effet ont été apportées à la Loi douanière. La méthode principale de détermination de la valeur en douane est le prix payé ou à payer.

48. Malgré son important déficit budgétaire, la Bulgarie a cherché à réduire sensiblement le niveau et la dispersion de ses droits de douane. Au moment de son accession à l'OMC, elle a consolidé toutes ses lignes tarifaires.

49. Les droits de douane et taxes sur les importations sont appliqués conformément à la Liste de concessions et d'engagements de la Bulgarie annexée au GATT de 1994 et aux dispositions des Accords de l'OMC. Les mesures tarifaires inscrites dans le tarif douanier bulgare sont exhaustives et prévisibles et elles sont actuellement le principal instrument de politique commerciale.

50. La moyenne des taux NPF appliqués a été ramenée à moins de 12 pour cent en 2003. La moyenne simple des taux NPF appliqués aux produits agricoles est de 21,7 pour cent et celle des droits appliqués aux produits industriels est de 8,6 pour cent. En ce qui concerne les produits industriels, la Bulgarie n'applique que des droits *ad valorem* sauf pour une ligne tarifaire pour laquelle il y a un droit spécifique, et elle applique des droits *ad valorem* à 83,9 pour cent des produits agricoles. Depuis 1999, elle a ramené le taux de droit à zéro sur une base autonome pour presque tous les produits visés par l'Accord sur les technologies de l'information conclu dans le cadre de l'OMC et, depuis son accession à cet accord, le 1^{er} janvier 2002, elle admet en franchise de droits tous ces produits.

51. Dans le cadre du Système généralisé de préférences, la Bulgarie accorde un accès préférentiel à 118 pays en développement et PMA. Pour une longue liste de produits originaires des pays en développement, elle applique un taux préférentiel égal à 70 pour cent du taux NPF, et les produits provenant des PMA sont admis en franchise de droits.

52. La Bulgarie applique des contingents tarifaires sur une base NPF conformément à sa Liste de concessions et d'engagements, des contingents tarifaires autonomes et des contingents tarifaires résultant d'accords de libre-échange. Tous les contingents tarifaires sont distribués dans l'ordre des demandes.

53. La politique de la concurrence se fonde sur les principes de la transparence, de l'indépendance de jugement, de l'équité, de l'efficacité administrative et de l'égalité de traitement de tous les agents économiques. L'évaluation de la compatibilité des aides publiques avec les principes de la libre concurrence se fait conformément aux lois bulgares en vigueur dans ce domaine et aux engagements que la Bulgarie a pris en vertu de l'Accord d'association avec l'UE et d'autres traités internationaux.

54. La politique des prix a été beaucoup modifiée. Pour stimuler la concurrence et honorer les engagements pris dans le cadre des programmes appuyés par le FMI et la Banque mondiale, le gouvernement a supprimé l'encadrement des taux de rentabilité et des marges bénéficiaires sur les produits alimentaires de base et introduit un mécanisme de liberté contractuelle des prix. Les prix sont déterminés par l'offre et la demande. Les seuls prix administrés sont ceux de l'électricité, du charbon, du chauffage urbain, du gaz, des services postaux et des cigarettes.

55. En matière de normes, de règlements techniques et d'évaluation de la conformité, la Bulgarie a l'intention d'harmoniser ses lois et pratiques avec celles de l'UE.

56. La normalisation nationale se fonde sur les principes du volontariat, de l'ouverture et de la transparence, de l'égalité de traitement et du consensus de tous les intéressés qui participent au processus d'élaboration des normes bulgares. La majeure partie des directives de la nouvelle approche ont été transposées dans la loi bulgare sous forme d'ordonnances prises en vertu de la Loi sur les prescriptions techniques applicables aux produits.

57. Les milieux d'affaires et le secteur financier sont de plus en plus associés à l'élaboration des politiques. Les autorités ont créé un Conseil pour la croissance économique dans le but de faire participer les milieux d'affaires à la formulation des politiques.

58. Le secteur des services est le plus important secteur de l'économie bulgare. Sa part dans le PIB augmente rapidement et elle atteignait 58,1 pour cent en 2002. Ces dernières années, ses résultats se sont améliorés. Les investisseurs étrangers se sont intéressés principalement aux services financiers, au tourisme, aux transports, aux télécommunications et à la construction, qui ont absorbé environ 25 pour cent de l'IED total en Bulgarie.

59. La Bulgarie offre un large accès aux marchés pour les fournisseurs étrangers de services. Dans sa Liste d'engagements spécifiques annexée à l'AGCS, elle a pris des engagements pour tous les grands secteurs des services et pour plus de 90 sous-secteurs.

60. Les limitations horizontales concernant l'accès aux marchés ne visent que les paiements de capitaux, l'emploi de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, la privatisation, la présence commerciale et l'entrée et le séjour temporaire de personnes physiques étrangères. En ce qui concerne le traitement national, les limitations visent le droit d'obtenir des subventions, les opérations immobilières, la privatisation et la présence commerciale. La Bulgarie n'a inscrit sur sa Liste des exemptions du principe NPF que pour les services audiovisuels, certains services de transport, les services juridiques et les services d'assurance médicale et dentaire.

61. Outre qu'elle a pris des engagements nombreux et importants concernant les services dans le cadre de sa récente accession à l'OMC, la Bulgarie a participé activement à la prolongation des négociations sur les services de télécommunication de base et les services financiers en 1997 et 1998 et a pris des engagements supplémentaires non négligeables dans ces deux secteurs.

62. Après son accession à l'OMC, la Bulgarie a continué de prendre des mesures supplémentaires de libéralisation dans les différents secteurs des services. À cet effet, elle a adopté de nouvelles lois et modifié les lois existantes. Ces lois définissent les règles strictes et transparentes pour la réglementation du commerce des services.

63. Le secteur des services financiers est un des plus importants et des plus développés parmi ceux dans lesquels il y a eu une importante libéralisation. Depuis 1997, la Bulgarie s'est lancée dans une des réformes du système bancaire parmi les plus radicales d'Europe centrale et orientale et, aujourd'hui, elle permet un accès au marché des services bancaires sur une base non discriminatoire. Les prescriptions de licences et les conditions d'agrément obéissent à des préoccupations prudentielles et sont compatibles avec les obligations découlant des articles VI et VII de l'AGCS. Suite aux réformes menées dans ce secteur, 83,4 pour cent des banques commerciales avaient été privatisées à la fin de 2002 et 72 pour cent d'entre elles ont été achetées par des investisseurs étrangers. La confiance envers le système bancaire augmente très rapidement et il a déjà recommencé à jouer son rôle d'intermédiaire financier.

64. Dans le secteur des services d'assurance, comme dans le secteur bancaire, la Bulgarie a mis en œuvre d'importantes réformes et a aujourd'hui un régime assez libéral. Les services d'assurance et de réassurance se développent rapidement et les primes d'assurance-vie ont augmenté de 70,3 pour cent entre 2001 et 2002.

65. Le développement dynamique du marché des capitaux entre 1996 et 1999 a poussé les autorités à apporter de nouvelles modifications à la loi pour garantir aux investisseurs une meilleure protection, créer les conditions nécessaires stabiliser de la bourse et garantir l'égalité d'accès et de traitement à tous les participants, ainsi que la transparence des transactions.

66. Les services de télécommunication sont un des secteurs les plus importants de l'économie. La Bulgarie a pris et honoré des engagements couvrant tout l'éventail des sous-secteurs, conformément au cadre réglementaire favorable à la concurrence annexé à sa Liste. Depuis le début de 2003, elle a supprimé le monopole de l'État pour les services de téléphonie vocale, de télex et de télégraphe, les services de lignes louées, les services de téléphonie mobile, les services satellitaires et les services par micro-stations terriennes (VSAT). En conséquence, le marché des services de télécommunication est aujourd'hui presque entièrement libéralisé.

67. Durant son processus d'accession à l'OMC, la Bulgarie a démontré qu'elle avait un cadre législatif moderne en matière de droits de propriété intellectuelle (DPI), assurant une protection efficace. Consciente de l'importance économique d'un régime de la propriété intellectuelle bien conçu et efficace, elle a encore rationalisé ses disciplines et pratiques afin de garantir une protection suffisante des DPI.

68. La loi bulgare est conforme aux disciplines définies dans l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC). Elle assure même un niveau plus élevé de protection des DPI, comparable aux normes internationales des plus avancées. La Bulgarie ne s'est pas prévalu du droit de différer la mise en œuvre des dispositions de l'Accord sur les ADPIC. Ses lois ont été examinées par le Conseil des ADPIC en 1997.

69. Les autorités bulgares ont pris des mesures supplémentaires pour renforcer la protection des DPI en adoptant de nouvelles lois (Loi sur les marques et indications géographiques, Loi sur les dessins et modèles industriels et Loi sur les topographies de circuits intégrés) en 1999. En 2002, la Bulgarie a adopté de nouvelles modifications et a encore renforcé son régime des DPI et leur protection de façon à mieux se conformer aux dispositions des traités et conventions internationaux et

de la législation de l'UE dans ce domaine. Après son accession à l'OMC et en vertu des engagements qu'elle a pris dans le cadre de l'Accord sur les ADPIC, elle s'est dotée d'un dispositif législatif complet. Les textes adoptés pour la protection des DPI protègent toutes les catégories de droits définies dans l'Accord sur les ADPIC. En outre, le renforcement de la législation bulgare sur les DPI s'étend à la protection de la concurrence. Toutes les lois sur les DPI ont été notifiées à l'OMC.

70. La protection des DPI en Bulgarie est efficace car, d'une part, elle met en place les conditions nécessaires pour faire respecter les droits et, d'autre part, elle offre des voies de recours en cas d'atteinte à ces droits. La Loi sur le droit d'auteur et les droits voisins et le Code pénal contiennent des dispositions détaillées concernant les atteintes au droit d'auteur. Les dernières modifications de cette loi, entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2003, renforcent les sanctions. On attache une importance particulière aux contrôles à la frontière. En 2000, le Conseil des ministres a adopté le Règlement n° 249 sur les mesures à la frontière pour la protection des droits de propriété intellectuelle. Ce règlement définit des règles détaillées pour l'application des mesures de contrôle à la frontière prévues par la Loi sur le droit d'auteur et les droits voisins, la Loi sur les marques et les indications géographiques et la Loi sur les dessins et modèles industriels.

71. La République de Bulgarie est partie à tous les grands traités, conventions et accords internationaux existant dans le domaine des DPI (plus d'une vingtaine). En 2001, elle a ratifié le Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur et le Traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes. Elle applique depuis le 1^{er} juillet 2002 la Convention sur le brevet européen.

2) ACCORDS COMMERCIAUX RÉGIONAUX

72. La Bulgarie est partie à plusieurs accords de libre-échange dont le principal objectif est d'appuyer par la coopération commerciale régionale la transition vers l'économie de marché et de renforcer l'intégration et la stabilité économiques à l'échelle régionale.

73. L'Accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République de Bulgarie, d'autre part, a été signé en mars 1993 et est entré en vigueur le 1^{er} février 1995. L'Accord intérimaire concernant le commerce et les mesures d'accompagnement est entré en vigueur le 31 décembre 1993. L'Accord d'association a été notifié au Comité des accords commerciaux régionaux de l'OMC et examiné par celui-ci.

74. Conformément aux dispositions commerciales de l'Accord d'association, l'importation dans l'UE de produits industriels originaires de Bulgarie est complètement libéralisée depuis le 1^{er} janvier 1998 et l'importation en Bulgarie de produits industriels originaires de l'UE est complètement libéralisée depuis le 1^{er} janvier 2002. Toutes les mesures ayant un effet équivalant à des droits de douane et les restrictions non tarifaires visant le commerce des produits industriels ont été supprimées. L'Accord d'association est plus complet que les autres accords car il comprend aussi des dispositions concernant les paiements, les mouvements de capitaux, le commerce des services, la concurrence, le rapprochement des lois, la coopération dans différents domaines, etc.

75. La Bulgarie a aussi conclu un accord de libre-échange avec les États membres de l'AELE et a adhéré à l'ALEEC le 1^{er} janvier 1999. Elle a conclu des accords de libre-échange bilatéraux avec la Turquie, la Macédoine, Israël, la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie.

76. En 2001, la Bulgarie a signé un Mémoire d'accord sur la libéralisation et la facilitation des échanges entre les pays de l'Europe du Sud-Est, dans le cadre du Pacte de stabilité. Conformément à ses obligations, elle a parachevé la négociation d'accords de libre-échange avec la Serbie-et-Monténégro et la Bosnie-Herzégovine. L'accord de libre-échange avec l'Albanie a été signé le 26 mars 2003 et devrait bientôt entrer en vigueur.

77. Le gouvernement bulgare est très attaché à la stabilisation et au renforcement du système commercial multilatéral et notamment aux négociations concernant les règles qui régissent ce système. L'application des accords commerciaux régionaux, qui sont conformes aux règles de l'OMC, a montré que ces accords sont des instruments efficaces qui complètent le système multilatéral et favorisent l'essor du commerce.

IV. ORIENTATIONS FUTURES DES POLITIQUES

1) CROISSANCE ÉCONOMIQUE, QUALITÉ DE LA VIE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL

78. Les priorités du gouvernement bulgare sont de stimuler la croissance, d'améliorer la qualité de la vie et d'accroître le bien-être social, et elles ont été formulées sur la base des résultats des réformes menées en Bulgarie entre 1996 et 2002.

79. Les grands programmes adoptés par le gouvernement bulgare sont les suivants: programme gouvernemental "Les hommes et les femmes: richesse de la nation" (octobre 2001); Programme économique de pré-accession 2002-2005 (août 2002); Politique budgétaire et programme de dépenses à moyen terme sur la période 2003-2005 (mai 2002); Plan national de développement 2000-2006 (actualisé en avril 2003); Plan national de développement agricole et rural (2000-2006).

80. Les politiques et programmes-cadres du gouvernement mettent l'accent sur la stabilité macro-économique, dont le pilier est le régime de caisse d'émission. Les autorités se sont engagées à maintenir ce régime jusqu'à l'adhésion de la Bulgarie à l'UE.

81. L'une des priorités du gouvernement bulgare est d'obtenir un taux de croissance élevé (5 à 7 pour cent par an en moyenne) jusqu'en 2005. Le déficit des opérations courantes, qui a représenté quelque 4,7 pour cent du PIB en 2002, devrait tomber à 3,2 pour cent du PIB en 2005. La discipline financière et budgétaire ne sera pas relâchée, dans le cadre d'une politique de réduction du déficit budgétaire qui devrait disparaître en 2005.

82. La politique de dépenses a pour objectif de réduire et d'optimiser la part du secteur public dans l'économie, d'assurer un filet de sécurité sociale fiable et de promouvoir le bien-être public. Une discipline budgétaire rigoureuse est appliquée et la situation budgétaire sera gérée de façon à préserver un niveau de réserves suffisant pour limiter autant que possible les risques budgétaires.

83. En matière de gestion de la dette, l'objectif est de maintenir le ratio dette extérieure/PIB à son niveau actuel (49,4 pour cent en 2002) sur la période 2003-2005 et de respecter les critères de Maastricht; en même temps, les autorités étudient des possibilités de restructuration et de gestion active de la dette.

84. Afin d'obtenir le meilleur accès possible aux marchés, la Bulgarie applique une politique commerciale qui intègre les approches bilatérales, sectorielles, régionales et multilatérales. L'objectif est d'améliorer l'accès des entreprises bulgares aux marchés extérieurs au moyen d'une négociation axée sur les biens et services qui les intéressent en priorité.

85. Pour assurer une croissance soutenue de l'économie, le gouvernement a défini cinq domaines d'action prioritaires: communications et haute technologie, énergie, tourisme, transport et agriculture et foresterie. Dans ces domaines, l'action aura pour objectif d'optimiser les politiques appliquées et d'exploiter de nouvelles possibilités de marchés.

86. Dans le cadre d'un plan de privatisation rigoureux, le gouvernement a pour but de parachever le processus de privatisation dans les meilleurs délais et d'achever la restructuration et la privatisation des monopoles d'infrastructure d'ici à 2004.

87. La politique industrielle a pour grands objectifs de faciliter l'intégration de la Bulgarie dans l'économie mondiale, d'encourager l'innovation, de stimuler la productivité, d'améliorer la qualité des produits, de mieux respecter les normes et d'accroître la compétitivité, ainsi que de promouvoir l'investissement.

88. Pour élargir les possibilités d'investissements de création, le gouvernement a l'intention de créer un climat encore plus accueillant pour les investisseurs et de préserver un régime de l'investissement ouvert et très transparent.

89. Dans le secteur social, les priorités du gouvernement sont les suivantes: création d'emplois et élévation des revenus; flexibilité du marché du travail; lutte contre le chômage (ramener le nombre de chômeurs à 150 000 sur la période 2002-2005); formulation d'une nouvelle politique des revenus; augmentation sensible des allocations familiales; mise en place d'une sécurité sociale pour les groupes les plus vulnérables et promotion de la concertation.

90. Les programmes mis en œuvre par le gouvernement dans le but d'obtenir une croissance économique soutenue, d'améliorer la qualité de la vie et d'accroître le bien-être social sont conçus dans le cadre du processus d'adhésion de la Bulgarie à l'UE, qui est la grande priorité du gouvernement.

2) LE NOUVEAU CYCLE DE NÉGOCIATIONS DE L'OMC

91. Au moment de son accession à l'OMC, la Bulgarie a pris des engagements considérables dans le cadre de tous les Accords de l'OMC. Néanmoins, elle a fermement soutenu le lancement d'un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales, qui devrait être dans l'intérêt de tous les Membres. Dans ces négociations, elle est guidée par les principes définis dans la Déclaration de Doha, le plus important d'entre eux étant que le résultat global des négociations doit apporter des avantages suffisants à tous les Membres.

92. Les domaines les plus importants pour la Bulgarie dans le nouveau cycle de négociations multilatérales sont l'agriculture, l'amélioration de l'accès aux marchés des produits agricoles et non agricoles, la poursuite de la libéralisation du commerce des services et l'élargissement de la protection des indications géographiques dans le cadre de l'Accord sur les ADPIC.

93. La Bulgarie attache une grande importance au volet agricole de la négociation et appuie son objectif qui est de mettre en place un régime de commerce des produits agricoles équitable et fondé sur les forces du marché. Elle souhaite améliorer son accès aux marchés d'autres pays et obtenir un renforcement de la discipline visant les mesures qui ont des effets sur la concurrence à l'exportation (notamment le financement des exportations, les activités des entreprises commerciales d'État et les subventions à l'exportation) et le soutien aux agriculteurs. En outre, elle pense qu'il faut dûment tenir compte des contraintes spécifiques des pays en transition, particulièrement en ce qui concerne le soutien interne aux producteurs agricoles. C'est pourquoi elle continue d'insister sur la préservation de possibilités d'apporter un soutien efficace à l'agriculture et à la restructuration du secteur agricole de ces pays.

94. En tant que petit pays très tributaire du commerce extérieur, la Bulgarie attache une grande importance à la réduction des droits élevés qui visent les produits industriels et à l'élimination des obstacles non tarifaires. L'approche doit être globale et aucun secteur ne doit être exclu des négociations tarifaires. En ce qui concerne la réduction des crêtes tarifaires, il faut aussi tenir compte des besoins spécifiques des pays en transition.

95. La Bulgarie souhaite que les marchés des services soient plus ouverts à ses fournisseurs dans les sous-secteurs pour lesquels elle a un avantage comparatif. Sa position est que la libéralisation progressive du commerce des services dans le cadre de l'OMC devrait s'appliquer à tous les secteurs et devrait aller dans le sens d'une réduction des déséquilibres qui existent actuellement entre les engagements des différents pays dans les différents secteurs et pour les différents modes de fourniture. Elle souhaite que ses partenaires commerciaux lui accordent un crédit en échange des mesures de libéralisation autonome qu'elle a prises.

96. L'extension de la protection additionnelle des indications géographiques en vertu de l'article 23 de l'Accord sur les ADPIC à des produits autres que les vins et spiritueux est importante pour la Bulgarie. L'utilisation mensongère d'une appellation d'origine induit en erreur les consommateurs et est préjudiciable, et cela vaut pour tous produits dont les qualités et caractéristiques spéciales sont liées au fait qu'ils proviennent d'une région précise, et pas seulement pour les vins et alcools.

97. La Bulgarie est aussi favorable à l'établissement d'un système multilatéral de notification et d'enregistrement des indications géographiques, qui serait utilisable pour tous les produits et qui devrait garantir des procédures d'enregistrement et de protection appropriées.

98. La Bulgarie attache la plus grande importance à la mission que se sont donnée tous les Membres de l'OMC dans la Déclaration de Doha sur l'Accord sur les ADPIC et la santé publique afin de trouver une solution rapide et équitable permettant un recours efficace aux licences obligatoires pour les pays qui n'ont pas des capacités de production suffisantes. À notre avis, seul un accord multilatéral garantira des bases juridiques solides, viables et efficaces permettant une telle solution conforme à la lettre et à l'esprit de la Déclaration de Doha.

99. La Bulgarie est très favorable au réexamen des dispositions de traitement spécial et différencié dans le but de les renforcer et de les rendre plus précises, efficaces et opérationnelles. Cela n'est possible que si l'on dispose de critères et indicateurs économiques objectifs et clairs. Les droits et privilèges et les marges de manœuvre pour honorer les obligations ne doivent pas être accordés sur la base de catégories de pays définies de façon subjective, mais uniquement sur la base de critères objectifs. En outre, ces droits, privilèges et marges de manœuvre accordés à différentes catégories de pays devraient être accordés à tout Membre qui répond aux critères objectifs, économiques et autres, adoptés à cet effet.

100. La Bulgarie est favorable à un renforcement et à une clarification des règles de l'OMC pour améliorer les disciplines découlant de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994 et de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, afin que tous les Membres de l'OMC jouissent des mêmes possibilités en matière d'ouverture du commerce.

101. En ce qui concerne les négociations visant à améliorer et à clarifier le Mémoire d'accord sur le règlement des différends, nous espérons bien qu'on tiendra dûment compte des difficultés des petits pays qui n'ont pas suffisamment de personnel compétent et dont les ressources financières et humaines sont limitées. À cet égard, il importe pour la Bulgarie que les négociations n'entraînent pas

un raccourcissement des procédures qui sont déjà plus brèves que d'autres procédures judiciaires internationales.

102. La Bulgarie considère qu'un marché concurrentiel doit être ouvert à de nouvelles entreprises et doit être capable de répondre à l'évolution rapide des demandes des consommateurs. À cet égard, des règles multilatérales concernant le commerce et la politique de la concurrence devraient contribuer à éliminer les comportements anticoncurrentiels et à optimiser les effets d'une libre concurrence sur les marchés internationaux.

103. La Bulgarie attache une grande importance à l'investissement et considère qu'il apporte une contribution majeure à l'établissement de relations économiques durables entre les Membres de l'OMC. Elle pense que l'élaboration de règles multilatérales sur l'investissement devrait accroître la transparence, la stabilité et la prévisibilité des conditions de l'investissement transfrontières à long terme et favoriser l'expansion du commerce international.

3) ADHÉSION À L'UNION EUROPÉENNE

104. L'adhésion à l'Union européenne est un des objectifs stratégiques de la Bulgarie. Le succès du processus d'adhésion exige notamment un large appui de l'opinion publique et une forte volonté politique du gouvernement, de façon que la Bulgarie parvienne à remplir toutes les conditions préalables.

105. La Bulgarie a présenté sa candidature à l'Union européenne en décembre 1995. Le Conseil européen d'Helsinki, en décembre 1999, a adopté une décision en vue d'ouvrir les négociations relatives à l'adhésion de la Bulgarie. Suite à cette décision, le 15 février 2000, lors d'une réunion au niveau des Ministres, la négociation a été officiellement lancée.

106. Les négociations d'adhésion sont bien avancées. Après que le Conseil européen de Copenhague a, en décembre 2002, défini le cadre politique devant permettre à la Bulgarie d'entrer dans l'UE en 2007, le gouvernement bulgare a concentré ses efforts pour mobiliser toutes les ressources nécessaires afin d'achever les négociations d'adhésion en 2004. À la fin de juin 2003, les négociations étaient arrivées au stade des conclusions préliminaires pour 25 des 30 chapitres. En juin 2003, le Conseil européen de Thessalonique a précisé le programme des négociations avec la Bulgarie. Il a confirmé que l'objectif était de l'accueillir dans l'UE en 2007 et a appuyé son objectif d'achever les négociations en 2004, ce qui lui permettrait de devenir membre de l'UE en janvier 2007.

107. D'après l'évaluation globale de la situation économique faite par la Commission dans son rapport périodique de 2002, la Bulgarie a une économie de marché fonctionnelle. Elle devrait être capable de soutenir la concurrence et les forces du marché au sein de l'Union à moyen terme, à condition de poursuivre la mise en œuvre de son programme de réforme. Elle a fait de grands progrès en matière de stabilité macro-économique et, aujourd'hui, les mécanismes du marché fonctionnent assez efficacement pour permettre une meilleure allocation des ressources. De grands progrès ont été faits en matière de réforme structurelle, notamment en ce qui concerne l'entrée sur les marchés, la restructuration du secteur financier et la privatisation, si bien qu'aujourd'hui les conditions micro-économiques d'une croissance soutenue sont réunies.

108. La Bulgarie a fait des avancées considérables en ce qui concerne le renforcement et la stabilisation des institutions garantissant la démocratie, l'État de droit, le respect des droits de l'homme et le respect et la protection des minorités. Elle a aussi fait de grands progrès dans la réforme du système judiciaire, avec l'adoption d'un plan d'action et de modifications importantes de la Loi sur le système judiciaire. Il y a aussi eu des avancées sur un autre front avec l'adoption d'un plan d'action pour la mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre la corruption. La Bulgarie a

considérablement amélioré son dispositif juridique pour la lutte contre le trafic, la corruption et le crime organisé.

109. Il y a aussi eu des avancées dans la réforme des administrations publiques, avec de récentes modifications du cadre législatif et l'adoption d'une stratégie de modernisation de l'administration de l'État.

110. Le diagnostic de l'UE est que la Bulgarie a apporté d'importantes améliorations à ses lois à caractère économique en modifiant les lois et règlements en vigueur ou en en rédigeant de nouveaux et a donc mené à bien le processus d'harmonisation avec la législation européenne dans ce domaine.

111. La politique et les pratiques commerciales de la Bulgarie sont déjà en grande partie harmonisées avec celles de l'UE. Toutes les futures mesures liées à l'adoption et à la mise en œuvre de la politique commerciale commune, au moment de l'adhésion de la Bulgarie à l'UE, seront appliquées en totale conformité avec les principes et règles de l'OMC.

112. Le gouvernement bulgare ne pense pas que l'appartenance à l'UE aura des effets négatifs sur ses relations avec les pays tiers. Au contraire, il est fermement convaincu qu'elle sera bénéfique non seulement pour la Bulgarie mais aussi pour les pays tiers.
